

Protection de l'Environnement  
245 rue Garibaldi  
69003 LYON

LYON, le 18/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **L'EUROPEENNE D'EMBOUTEILLAGE**

10 BOULEVARD MONGE

69330 Meyzieu

Références : [PNE 2023-200](#)

Code AIOT : 0056901142

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans l'établissement L'EUROPEENNE D'EMBOUTEILLAGE implanté 10 BOULEVARD MONGE 10 BD MONGE 69330 Meyzieu. L'inspection a été annoncée le 28/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- L'EUROPEENNE D'EMBOUTEILLAGE
- 10 BOULEVARD MONGE 69330 Meyzieu
- Code AIOT : 0056901142
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION est une installation classée pour la protection de l'environnement en situation administrative régulière.

Ses activités consistent en la production, l'embouteillage, le stockage et la vente de boissons.

Le site est classé IED, compte tenu du volume de production.

L'inspection réalisée le 16 octobre 2023 est ciblée sur le plan de sobriété hydrique de l'établissement, au regard des restrictions imposées par l'arrêté cadre sécheresse et du niveau d'alerte actuellement en vigueur sur la zone d'implantation du site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- [Plan de sobriété hydrique](#)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 25/01/2017, article 3.1.2.1.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	/	Sans objet
3	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement dispose d'un plan de sobriété hydrique, et des mesures ont déjà été prises pour limiter au mieux la consommation d'eau de l'établissement.

Ce plan nécessitera d'être progressivement complété, et des mesures complémentaires sont déjà programmées pour poursuivre les efforts engagés.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/2017, article 3.1.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> - Identification du ou des milieux de prélèvement - Plan des réseaux d'alimentation - Présence d'un (plusieurs) compteur(s) - Fréquence de relevé - Volumes prélevés - Respect des volumes prescrits le cas échéant
<b>Constats :</b> Le site dispose de trois compteurs généraux (AEP - forage site - forage "eau de source") et de sous compteurs. Ceux ci sont relevés de manière hebdomadaire. Le relevé devra être réalisé quotidiennement, compte tenu de l'arrêté préfectoral "sécheresse" actuellement en vigueur (alerte renforcée sur la zone concernée).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
<b>Prescription contrôlée :</b> Actions menées pour réduire la consommation de manière pérenne
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un schéma hydrique pour ses installations. Le ratio de l'indicateur de production montre une diminution progressive du volume d'eau consommée par litre de produit fini fabriqué (de 2,840 en 2009 à 1,797 en 2018 et 1,612 en 2022). L'exploitant a mis en oeuvre des actions de sensibilisation de son personnel. D'un point de vue technique, chaque remplacement de matériel se traduit par l'acquisition d'équipements plus économes en eau. La tour aéroréfrigérante a été démantelée en juillet 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Démonstration besoins en eau réduits au minimum dans PSH
<b>Prescription contrôlée :</b> PSH modèle régional (consommation réduite au minimum)
<b>Constats :</b> L'exploitant a rédigé et met en oeuvre son plan de sobriété hydrique, conformément à l'engagement pris au premier trimestre 2023. La diminution de consommation d'eau entre 2022 et 2023 ne représente que 4%, mais l'exploitant s'est engagé dans une démarche visant à accroître ce pourcentage de réduction. Le PSH devra progressivement être actualisé et les actions de réduction renforcées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet